

Le Québec et le Canada sont piégés par l'austérité

Cinq ans depuis la grande récession, l'économie québécoise et l'économie canadienne ne montrent aucun signe de reprise ferme : le manque de travail pour plusieurs persiste, les entreprises tournent au ralenti et la croissance est anémique. Il n'y a pas de relance de l'économie mais plutôt une stagnation.

Pourquoi? Certes la crise financière qui mena à la récession est tout aussi inédite que l'actuelle non-reprise. Cependant, parmi les facteurs décisifs qui contribuent à limiter la reprise il y a principalement les politiques d'austérité poursuivies à Ottawa et à Québec. En effet, un an après le début de la récession, soit dès 2010, les politiques économiques et fiscales du gouvernement fédéral ont cessé de stimuler l'économie canadienne et comptent depuis parmi les forces stagnationnistes qui contribuent à ralentir la croissance.

Ce sont les ménages qui jusqu'à présent ont maintenu à flot, malgré cette trappe, l'économie canadienne et l'économie québécoise. Malgré une stagnation significative de la principale composante de leurs revenus, les salaires, les ménages ont maintenu un niveau de consommation presque équivalent à la période d'avant la crise financière. L'écart qui s'est creusé entre les dépenses et les revenus des ménages a été comblé par un endettement accru. D'ailleurs, si les politiques fiscales et budgétaires des Conservateurs sont marquées par l'austérité et ont donc un caractère restrictif, leurs politiques à l'égard des marchés financiers sont, elles, agressivement expansives. Étouffer l'économie réelle par des politiques d'austérité et soutenir l'accès au crédit des ménages pour éviter que l'économie sombre de nouveau dans une récession, telle est la politique conservatrice qui maintient le Canada dans cette trappe d'austérité stagnation.

Au Québec, la politique de ralentissement de la croissance des dépenses publiques courantes et des investissements, contribue à sa manière à pousser l'économie québécoise dans la même trappe. Le désir dogmatique d'obéir au principe du déficit zéro, risque non seulement de compromettre la reprise au Québec, mais fera exploser les coûts économiques et sociaux de l'atteinte rapide de l'équilibre budgétaire.

Pour en savoir plus, vous pouvez consulter l'étude réalisée par Éric Pineault en collaboration avec Simon Tremblay-Pepin gratuitement sur le site de l'IRIS : <http://www.iris-recherche.qc.ca/publications/reprise-financiarisee>.